

Initiatives ministérielles

fait du régime de retraite des députés, alors que l'avenir du RPC et de la sécurité de la vieillesse est sérieusement menacé?

Le Régime de pensions du Canada est précaire sur le plan actuariel. Le système de versements au fur et à mesure, qui existe actuellement, ne peut vraiment pas durer. La sécurité des retraités, au Canada, est menacée en ce moment et, pourtant, les politiciens à la Chambre se dotent d'une sécurité et d'une retraite en or.

• (1655)

Les programmes de sécurité créés par le gouvernement pour les Canadiens ordinaires n'ont pas fonctionné. Ils ne sont plus adaptés aux réalités démographiques et financières, ni aux attentes. Les Canadiens en sont conscients et tentent d'assurer leur propre sécurité.

Les réformistes font confiance aux Canadiens. Nous voulons leur donner les ressources et les moyens de planifier eux-mêmes leur retraite. Nous sommes contre la bureaucratie gouvernementale, le gaspillage et l'arrogance, surtout tels qu'ils apparaissent dans le projet de loi dont nous sommes actuellement saisis.

Le gouvernement persiste à dire qu'il a raison. Pourtant, il continue de prétendre que la dette et le déficit doivent être endossés par la population et non par les dirigeants politiques de notre pays. Pendant son mandat, le gouvernement aura laissé la dette augmenter de 100 milliards de dollars, ce qui mettra encore plus à risque les programmes sociaux, les régimes de pension et, en fait, tous les aspects de la vie des Canadiens.

Les intérêts sur la dette nationale représentent sans doute la menace la plus grave à la sécurité des Canadiens, mais le gouvernement n'en continue pas moins de renchérisse sur l'héritage conservateur par son favoritisme, sa façon arrogante d'imposer la clôture et son régime de pension méprisant. L'arrogance du gouvernement actuel est la plus grave menace qui pèse sur les Canadiens.

M. Lee Morrison (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia, Réf.): Monsieur le Président, j'ai appris récemment que le Parti libéral, après avoir décidé que le Parlement n'avait pas sa place dans notre société et que les débats parlementaires n'avaient pas de valeur particulière pour nous, a maintenant entrepris de modifier les armoiries du Canada. Les libéraux vont remplacer le lion et la licorne par deux cochons bien gras, pour illustrer le triomphe de l'avidité sur la rationalité dans notre pays.

Nous n'avons pas eu d'aristocratie au Canada. Des gens sont venus au Canada pour fuir l'aristocratie des vieux continents. Cependant, nous avons vite fait de créer la nôtre, composée de l'élite politique, de nos politiciens de carrière. C'est l'aristocratie que nous nous sommes volontairement imposée. C'est honteux et scandaleux.

Le président du Conseil du Trésor, l'honorable Marie-Antoinette, nous dit que c'est normal. C'est ainsi que ça se passe au Canada, et c'est ainsi que nous préparons l'avenir du pays. Nous allons avoir un petit groupe d'individus très spéciaux, dont bon

nombre n'ont jamais occupé de véritable emploi dans leur vie, et qui, d'une façon ou d'une autre, se sont fait élire au Parlement. Lorsqu'ils en repartiront, grâce à leurs propres machinations, on les laissera emporter une mallette pleine de gros billets. C'est inacceptable. Plusieurs députés d'en face ont tenté, par des raisonnements des plus tordus, de justifier que l'on fasse ainsi main basse sur les fonds publics.

M. Hermanson: Attention aux jeux de mains!

M. Morrison: Monsieur le Président, dois-je faire appel à mes propres agitateurs? Je sais qu'il n'y a pas beaucoup de monde de l'autre côté.

Le Règlement de la Chambre ne me permet pas de nommer ceux qui profiteront le plus de ce nouveau régime, mais rien ne m'empêche de citer leurs circonscriptions et de préciser la somme totale à laquelle ils auront droit. Quand je dis qu'ils y ont droit, c'est au sens large.

S'ils vivent jusqu'à l'âge de 75 ans, le député de Sherbrooke aura reçu un cadeau de 4,25 millions de dollars de la part des contribuables; le député de Humber—Sainte-Barbe—Baie-Verte, 3,86 millions; le député de Hamilton—Est, 2,8 millions et le député de York—Sud—Weston, 2,75 millions. Et je peux continuer ainsi pendant longtemps.

• (1700)

Aucune autre catégorie de Canadiens, aucun employé d'une société, aucun travailleur autonome, aucun agriculteur ne bénéficie d'une telle aubaine. Qui d'autre au monde, à part notre nouvelle aristocratie, pourrait espérer toucher un chèque de paie comme ceux-là?

Je reçois des demandes d'aide, surtout de la part d'anciens combattants handicapés, de retraités de la Seconde Guerre mondiale, qui s'est terminée il y a 50 ans. Je m'occupe actuellement du cas d'un ancien combattant qui a pris part à des expériences sur des gaz toxiques, à la base de Suffield, en Alberta. Il en paie maintenant le prix, car sa santé est ruinée. Il a beaucoup de problèmes. Son médecin dit qu'il ne fait aucun doute que ces expériences en sont la cause. Lui et sa femme touchent la magnifique somme de 102 \$ par mois à cause de son invalidité partielle. C'est honteux!

Les députés d'en face prétendent avoir droit, pour leurs menus services, à des millions de dollars payés par le contribuable canadien. C'est dégoûtant à en vomir.

Des gens qui prétendent pouvoir diriger le pays devraient sûrement pouvoir préparer leur propre retraite. Ils gagnent un salaire raisonnable, comme nous. Ils pourraient en investir une partie pour leur profit. Ils n'ont pas à puiser 4 \$ dans les fonds publics pour chaque dollar qu'ils investissent dans leur pension.

Les réformistes ont joint l'acte à la parole. Nous ne participons pas à ce régime. Cette décision coûtera à la députée de Beaver River, une enseignante qui est loin d'être riche, 1,8 million de dollars, le montant qu'elle aurait touché si elle avait accepté de profiter de l'assiette au beurre.